

# Sciences sociales et sciences cognitives : une rencontre impossible ?

**Fabrice Clément, Laurence Kaufmann**

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE** 2018/2 (VOL. 59), PAGES 307 À 311  
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2969

ISBN 9782724635652

DOI 10.3917/rfs.592.0307

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-2018-2-page-307.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## ***Sciences sociales et sciences cognitives : une rencontre impossible ?***

Fabrice CLÉMENT  
Laurence KAUFMANN

À propos de *Gérald Bronner et Étienne Géhin, Le danger sociologique, Paris, Presses universitaires de France, 2017, et Étienne Bimbenet, Le complexe des trois singes, Paris, Le Seuil, 2017.*

Dès son origine, la sociologie s'est définie par rapport aux sciences naturelles, avec un mélange de fascination et de méfiance à l'égard de leur succès. De leur côté, les sciences naturelles se sont accommodées du développement des sciences humaines avec une relative indifférence. Cette tranquille autonomie se trouve compromise, toutefois, par l'essor récent de la biologie de l'évolution, qui intègre désormais les facteurs culturels dans ses modèles explicatifs, ainsi que par le développement des neurosciences sociales, qui visent à comprendre la manière dont notre esprit démêle l'écheveau de nos interactions quotidiennes. Les sciences sociales sont ainsi dépossédées de leurs objets de prédilection par des disciplines qui, grâce à leur prestige épistémique, tendent à prendre le dessus dans la compétition scientifique et à accaparer les fonds de recherche.

Deux livres récents, *Le danger sociologique*, de G. Bronner et É. Géhin, et *Le complexe des trois singes*, d'É. Bimbenet, tentent, chacun à sa manière, de défendre la spécificité et l'irréductibilité des sciences humaines. Le premier utilise une stratégie paradoxale : puiser dans les sciences cognitives des éléments empiriques permettant de justifier une sociologie dite « analytique ». L'argumentaire, sous une forme volontairement polémique, reprend très largement les thèses de Raymond Boudon. Dans un premier temps, il est rappelé que, selon la sociologie analytique, les phénomènes sociaux ne sont en aucun cas des entités causales extérieures aux individus mais le produit des actions humaines ; penser le contraire constituerait une « erreur métaphysique ». Les comportements humains ne peuvent donc pas être déterminés par des contraintes sociales extérieures puisqu'il n'y aurait rien, en dehors des esprits individuels, qui puisse nous contraindre à agir d'une manière donnée. Ce premier rejet correspond ainsi à la condamnation des modèles holistes, dont le succès est aux yeux des auteurs « déconcertant ». Selon G. Bronner et É. Géhin, la pensée de Michel Foucault, notamment, serait victime d'un « biais d'agentivité » qui consiste à attribuer à des événements accidentels des causes intentionnelles, ce qui aurait amené le célèbre penseur français à élaborer « une fable finaliste », où le but de toute société serait « de contraindre les corps et les esprits pour les soumettre » (p. 199). Selon eux, une telle conception est non seulement trompeuse mais également « dangereuse » car elle déresponsabiliserait les acteurs sociaux et justifierait, en quelque sorte, les pires crimes en les ramenant à leurs conditions sociales de production.

À cette première partie du livre, très « classique », qui énumère l'essentiel des thèmes-clés de l'individualisme méthodologique, s'ajoute une partie plus originale qui vise, grâce à un détour par les sciences cognitives, à fonder « en nature » le rôle ultime et décisif

des raisons d'agir dans la détermination des conduites. Dans ce but, les auteurs insistent sur la complexité du cerveau humain et en particulier sur le rôle du système exécutif, sans lequel « nous serions déterminés par notre environnement » (p. 155). S'il existe bien des processus de routinisation, qui sont décrits par les auteurs comme une forme de « rationalité biologique » (*sic.*, p. 144), c'est bien notre cerveau qui nous permettrait d'échapper au déterminisme radical « par le haut », notamment en explorant « les innombrables potentialités que l'environnement lui propose (et de les sélectionner à chaque instant aussi adéquatement que possible », p. 151). Le privilège explicatif des raisons d'agir, si important dans le modèle de R. Boudon, est ainsi justifié scientifiquement par la « plasticité intellectuelle » du cerveau humain, qui invaliderait le mythe selon lequel les acteurs pourraient être les jouets des causes sociales. Les contraintes morales, juridiques ou coutumières ne déterminent pas l'action de l'individu car elles ne sont, comme le disent les auteurs en citant Max Weber, que « les représentations d'un devant-être qui flotte dans sa tête et d'après quoi il oriente son activité » (p. 120). L'acteur social est autonome et c'est son cerveau, cette « chose », qui lui permet « d'arbitrer entre les possibilités diverses et souvent concurrentes surgissant à chaque moment de sa vie » (p. 174).

Une fois le livre terminé, deux questions se posent : a) Cette conception correspond-elle bien à l'image de l'être humain proposée aujourd'hui par les sciences de l'esprit ? b) Quelles sont les conséquences de cette vision de l'action humaine pour la sociologie ? Il faut bien avouer que la réponse à la première question est pour le moins mitigée. En effet, l'argument de G. Bronner et É. Géhin à l'encontre du déterminisme repose sur l'idée que les performances de notre cerveau rendraient possible un *écart* entre les causes (neuro) physiques et les décisions individuelles. Pourtant, au sein de la perspective naturaliste qui est celle des neurosciences, ce qui existe est nécessairement constitué par des phénomènes physiques et l'idée même d'un tel « écart » se rapproche beaucoup, pour reprendre un terme avec lequel les auteurs condamnent le déterminisme sociologique, d'une *dérive métaphysique*. Actuellement, les neuroscientifiques qui étudient les facultés « supérieures » de notre cerveau tendent plutôt à recourir à des modèles mathématiques de type bayésien pour rendre compte des processus de sélection et d'anticipation de l'action auxquels œuvrent, à notre insu, nos réseaux de neurones. La « libre-volonté » (« *free will* ») est donc bien loin d'être établie par les recherches sur le fonctionnement de notre cerveau qui soulignent, au contraire, que l'impression d'être l'auteur volontaire de son action est une « illusion rétrospective » (voir en particulier les travaux de Benjamin Libet ou de Daniel Wegner). Bien que ces approches soulignent l'aspect *probabiliste* de notre vie mentale, elles n'en restent pas moins *déterministes*, à l'image de la physique, reine des sciences « dures ». Le probabilisme et l'imprédictibilité partielle des états mentaux ne sont donc pas des preuves de non-scientificité et ne peuvent être utilisés pour réfuter les prétentions scientifiques des sociologues de la tradition déterministe. C'est pourtant bien une telle réfutation que tente *Le danger sociologique* : étant donné l'existence d'un processus de contrôle « par le haut » qui permet au cerveau de « désengager le pilote automatique » (p. 166), les phénomènes mentaux et sociaux seraient imprédictibles. Si l'on suit G. Bronner et É. Géhin, une telle imprédictibilité a une conséquence importante : la sociologie doit abandonner ses prétentions scientifiques et se satisfaire de *prévisions* plutôt que de *prédictions*. La défense acharnée de la sociologie analytique et des explications « par les bonnes raisons » conduit ainsi à un curieux paradoxe : un organisme naturel, notre cerveau, aurait connu un tel développement qu'il aurait soustrait notre espèce au monde des causes, creusant un *écart* avec la nature qui prive la sociologie des ambitions explicatives propres à toute science. Un tel sacrifice épistémologique, pourrait-on ajouter, est la contrepartie nécessaire du gain métaphysique que suggère l'ouvrage, celui de sauver « l'empire du vouloir »<sup>1</sup>.

1. Selon une formule antérieure de G. Bronner, « Cerveau et socialisation. Quelques éléments de discussion », *Revue française de sociologie*, 2010, 51, 4, p. 645-666.

Bien que l'écart entre les sciences de la nature et celles de la culture soit également au cœur du livre du philosophe É. Bimbenet, *Le complexe des trois singes*, il entraîne de toutes autres conséquences pour les sciences sociales. Une part importante du livre consiste à décrire l'*épistémè* naturaliste qui, selon l'auteur, sous-tendrait aujourd'hui notre rapport avec les autres espèces animales aussi bien que la compréhension que nous avons de notre propre espèce. Le développement de disciplines telles que la biologie de l'évolution, le cognitivisme et la primatologie aurait en effet conduit la plupart de nos contemporains à faire de l'être humain un *animal comme les autres*. Une telle conception a des implications importantes, notamment éthiques : une fois résorbées les frontières entre humains et animaux, « l'antispécisme » s'impose : il n'y a plus de raisons d'écarter les autres animaux de nos préoccupations morales. Mais, pour É. Bimbenet, cette réduction de la sphère de l'humain à celle de l'animal ne permet pas de rendre compte, par exemple, du fait que seule l'espèce humaine peut se « permettre » d'être antispéciste ! Il existe donc bien un écart radical entre nous et les autres espèces, ou plutôt un *double écart* : d'une part, l'écart instauré par les institutions humaines et les usages institués qui règlent une partie de nos comportements et, d'autre part, l'écart creusé par l'expérience à la première personne, aussi irréductible que nécessaire. Sans une telle expérience, qui ne peut être étudiée que *de l'intérieur*, les « raisons exsangues » seraient en effet « dépourvues de toute efficacité causale » (p. 69). Selon É. Bimbenet, l'erreur principale du naturalisme, qu'il illustre par une description très informée des travaux en primatologie, consiste à succomber au *paradigme du précurseur* en rabattant la nature d'un phénomène (la politique, la morale, le langage, etc.) à son antécédent. Or, d'après lui, le précurseur peut avoir un sens plus modeste : « il serait alors la première occurrence d'un phénomène fort différent à la fin de ce qu'il était au début, parce que profondément transformé par son histoire constitutive » (p. 56). L'écart entre nous (les humains) et les autres (les animaux) est donc plus une différence de nature qu'une différence de degré, le langage, notamment, induisant chez le petit d'homme une « révolution comportementale » (p. 16).

Est-il dès lors possible d'envisager une étude scientifique des comportements humains qui soit compatible avec les principes des autres sciences ? La réponse d'É. Bimbenet est ambiguë sur ce point. Dans son passionnant cinquième chapitre, il propose tout d'abord ce qu'il appelle un « naturalisme de la seconde nature » : le langage participe à un second ordre de nécessité en contribuant à l'émergence d'un nouveau milieu de vie qui, en retour, « produit sélectivement une nouvelle architecture cognitive » (« effet de niche », p. 227). En un sens, le *Complexe des trois singes* admet que la biologie et les sciences cognitives puissent être à même de rendre compte de cette nouvelle forme de vie. Elles contribuent notamment à éclairer les capacités propres aux êtres humains, que ce soit la « pédagogie naturelle » qui leur permet de transmettre aux générations suivantes leurs usages et leurs représentations ou encore l'élaboration conjointe, par le biais de l'attention et de l'intention partagées que la psychologie du développement a si bien documenté, d'un monde commun qui est, paradoxalement, vécu à la première personne comme étant objectif et extérieur.

Malgré les nombreuses ouvertures ou concessions qui le jalonnent, l'ouvrage privilégie l'écart entre les humains et les animaux (et donc la nature) – écart dont témoigne l'une de ses premières phrases : « nous provenons de l'animal ». Le poids de cette provenance, somme toute lointaine, s'amenuise et se dérobe devant la spécificité actuelle des phénomènes humains auxquels les outils scientifiques propres aux sciences naturelles sont peu adaptés. L'auteur semble alors osciller entre deux approches. La première approche, que l'on pourrait qualifier d'« institutionnelle », se concentre sur les effets « constitutifs » des

processus pédagogiques et des usages culturels qui ont façonné notre espèce. Les institutions « accueillent le vivant par la règle d'emploi à laquelle elle le soumet » et, dit É. Bimbenet, dans une formule qui frôle le « biais intentionnel », « cette règle veut être appliquée » (p. 268). La seconde approche, de type phénoménologique, paraît irréductible à la première : elle consiste en une « méthode de description à la première personne », qui tente de saisir de l'intérieur la manière dont les raisons deviennent les causes de nos actions (p. 19). Cette option n'est malheureusement qu'évoquée par l'auteur, qui serait idéalement armé, en tant que phénoménologue, pour éclairer les processus mentaux qui sous-tendent nos actions ou, du moins, ceux qui relèvent de délibérations ou d'affects conscients.

En conclusion, si les deux livres mettent en évidence l'écart qui séparerait, pour le dire sommairement, la sphère animale/physique et la sphère humaine/mentale, l'ordre des causes et l'ordre des raisons, un désaccord fondamental les oppose – désaccord qui reconduit l'opposition, riche d'une longue histoire, entre une approche qui fait de l'acteur rationnel le support de l'action sociale et une démarche qui recherche le levier explicatif des conduites du côté des usages culturels et des transmissions institutionnelles. Or, on l'a vu, les sciences cognitives actuelles ne sont pas nécessairement en mesure de désigner un vainqueur dans ce combat fratricide. Par ailleurs, si une telle opposition perdure à ce point, c'est sans doute parce que chacun des camps détient une part de vérité. Pour rapprocher des intuitions aussi différentes sur la nature du social, la distinction, proposée par le philosophe Fred Dretske, entre « causes structurantes » et « causes déclenchantes » nous semble fort utile<sup>2</sup>.

Un comportement social peut en effet être appréhendé de deux façons, différentes mais complémentaires. Imaginons des élèves qui se lèvent lorsque le directeur de leur école entre dans leur classe. Sous l'angle proximal des causes *déclenchantes*, on peut décrire les états et processus mentaux responsables du déclenchement du comportement : les élèves peuvent se lever sous l'effet d'une habitude, incorporée sous un mode sensori-moteur, ou alors agir stratégiquement en se disant qu'il est de bon ton de ne pas irriter le directeur. Sous l'angle distal des causes *structurantes*, ce comportement s'explique par l'existence de règles ou de conventions qui structurent la vie collective dans cet établissement. Une bonne connaissance du règlement suffit ainsi, à moins d'une anomalie, pour prédire que les élèves vont se lever lorsque le directeur fera son apparition. L'univers social est ainsi peuplé de dispositifs matériels et symboliques qui structurent l'action sociale et inscrivent les agents sociaux dans un système de places qui délimite l'éventail des paroles, des actions et des affects qui sont attendus de « leurs occupants ». C'est bien aux contraintes endogènes de tels dispositifs que vise l'enquête grammaticale, initiée par Jeanne Favret-Saada et développée, de manière plus ou moins convaincante, par les différents tenants de la sociologie pragmatique<sup>3</sup>. Pour mener une telle enquête, la démarche ethnographique paraît particulièrement appropriée ; elle permet en effet de reconstituer la *grammaire* des règles d'« affectation » et des prises d'action qui sont « déposées » dans les situations. Certes, l'efficacité causale des règles grammaticales et des dispositifs matériels qui orientent le regard et soutiennent l'action est de type probabiliste mais cela ne compromet en rien, on l'a vu, la portée scientifique d'une discipline. La sociologie aurait donc tout intérêt à développer une *écologie sociale* des causes structurantes et de leur double dimension, grammaticale et matérielle.

2. F. Dretske, *Explaining Behavior Reasons in a World of Causes*, Cambridge, The MIT Press, 1991. Nous avons déjà mentionné l'intérêt de cette distinction antérieurement : F. Clément et L. Kaufmann (dir.), *La sociologie cognitive*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2011.

3. J. Favret-Saada, *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard, 1977.

Quant à l'étude des causes déclenchantes, elle n'est guère évidente. Si l'on peut aisément admettre que les contraintes sociales (nos causes structurantes, donc) n'ont pas le pouvoir de causer *directement* les actions individuelles, le modèle de l'acteur rationnel qui oscille, chez G. Bronner et É. Géhin, entre une réalité métaphysique et une « fiction intellectuelle » (p. 177) ne s'approche pas suffisamment des ressorts proximaux, « déclenchants » des conduites. Les sciences cognitives ne permettent pas non plus, du moins pas encore, de combler l'écart empirique – et non pas métaphysique – qui sépare l'ordre des raisons et l'ordre des causes. Elles permettent bien, en revanche, de préciser l'*architecture* cognitive et affective de l'esprit humain qui, loin de se débarrasser des inclinations et des appétences ancestrales dont il est le dépositaire, garde les traces de son histoire phylogénétique. Le naturalisme conduit ainsi à une forme de déflationnisme cognitif : les êtres humains n'activent pas systématiquement les capacités réflexives, morales et linguistiques dont ils sont dotés, et l'acquisition de nouvelles capacités ne modifie pas nécessairement les mécanismes adaptatifs et les accordages affectifs de bas niveau dont « l'animal que nous sommes encore » est doté<sup>4</sup>.

Si l'on veut éviter le « paradigme du précurseur » aussi bien que l'*amnésie des origines* qui hante quelque peu nos auteurs, quelle pourrait être la voie à suivre pour saisir au plus près les causes déclenchantes de l'action ? Une des voies consiste, nous semble-t-il, à dépasser le dualisme philosophique « liberté vs. déterminisme » que reconduisent G. Bronner et É. Géhin et qui ne peut être résolu que par un argument métaphysique sinon idéologique. La liberté et la contrainte, l'autonomie et l'hétéronomie, comme le disait Georg Simmel, ne sont pas des catégories fixes ou des principes absolus ; elles se négocient sans cesse dans « les formes d'interactions réciproques » qui informent tout à la fois la vie sociale et la vie psychique<sup>5</sup>. Ces formes relationnelles sont le *milieu naturel* des êtres humains et ont, en tant que telles, un rôle décisif dans l'orientation des conduites. Or, pour en saisir toute la portée, ainsi que pour comprendre les modes d'engagement phénoménologiques et les capacités cognitives et émotionnelles qu'elles requièrent, la rencontre entre sciences sociales et sciences cognitives n'est pas seulement possible ; elle est nécessaire.

**Fabrice CLÉMENT**

Centre de sciences cognitives  
Université de Neuchâtel  
Pierre-à-Mazel 7  
CH – 2000 Neuchâtel

fabrice.clement@unine.ch

**Laurence KAUFMANN**

Géopolis  
Institut des sciences sociales  
Université de Lausanne  
CH – 1015 Dorigny

laurence.kaufmann@unil.ch

4. Nous faisons ici allusion au bel ouvrage d'É. Bimbenet, *L'animal que je ne suis plus*, Paris, Gallimard, 2011.

5. G. Simmel, *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF, [1908] 1999.